

Checklist facturation électronique 2026

Un support de travail pour vérifier votre calendrier, choisir une plateforme agréée et tester vos flux avant la bascule.

Les deux échéances à retenir

Date	Réception	Émission et e-reporting
1er septembre 2026	Toutes les entreprises	Grandes entreprises et ETI
1er septembre 2027	Obligation déjà active	PME, TPE et micro-entreprises

Une micro-entreprise en franchise de TVA reste concernée. Les opérations exonérées au titre des articles 261 à 261 E du CGI sont hors obligation d'émission et d'e-reporting. Une obligation de réception peut toutefois subsister pour les achats.

1. Cadrer votre périmètre

- ☐ Identifier les entités établies en France et leur catégorie de taille.
- ☐ Distinguer les ventes B2B en France, les ventes aux particuliers et les flux internationaux.
- ☐ Recenser les opérations exonérées et les faire confirmer par votre conseil fiscal.
- ☐ Mesurer les volumes mensuels de factures, avoirs, acomptes et données de paiement.
- ☐ Lister les outils qui émettent ou reçoivent une facture aujourd'hui.

2. Nommer les responsables

- ☐ Désigner un pilote interne pour la réforme.
- ☐ Associer comptabilité, ventes, achats, informatique et expert-comptable.
- ☐ Fixer une date de décision et une date de test avant l'échéance légale.

Mise à jour : 23 juillet 2026

Votre plateforme agréée

L'administration impose le recours à une plateforme agréée pour transmettre et recevoir les factures, puis envoyer les données requises.

3. Vérifier le statut officiel

- ☐ Chercher le nom commercial dans la liste publiée par la DGFIP.
- ☐ Distinguer l'immatriculation définitive du dossier encore soumis aux tests.
- ☐ Vérifier la date et le numéro d'immatriculation affichés par l'administration.
- ☐ Identifier la plateforme agréée utilisée si votre logiciel est seulement une solution compatible.

4. Tester la couverture fonctionnelle

- ☐ Confirmer les formats Factur-X, UBL et CII utiles à vos partenaires.
- ☐ Tester facture, avoir, acompte, rejet, correction et statut de paiement.
- ☐ Vérifier l'annuaire, le routage et le traitement des destinataires inconnus.
- ☐ Contrôler les flux B2C et internationaux soumis à l'e-reporting.
- ☐ Valider les interfaces avec comptabilité, ERP, CRM, banque et archivage.
- ☐ Vérifier les droits, journaux d'audit et exports pour votre expert-comptable.

5. Comparer le coût total

- ☐ Séparer abonnement, volume, utilisateurs, connecteurs et archivage.
- ☐ Chiffrer paramétrage, migration, formation et assistance au démarrage.
- ☐ Demander les niveaux de support, horaires, délais de réponse et conditions de hausse.
- ☐ Faire écrire les conditions de sortie, formats d'export et frais de réversibilité.

Votre plan de mise en conformité

6. Sécuriser le contrat

- ☐ Documenter la localisation des données et les sous-traitants.
- ☐ Vérifier sauvegardes, restauration, continuité, incidents et notifications.
- ☐ Obtenir un engagement sur la portabilité des données et des pièces.

7. Préparer les données

- ☐ Nettoyer SIREN, SIRET, TVA intracommunautaire, adresses et contacts.
- ☐ Vérifier les mentions obligatoires et les règles de numérotation.
- ☐ Définir les données à reprendre et la durée d'historique utile.
- ☐ Conserver une copie contrôlée avant chaque import.

8. Exécuter un pilote

- ☐ Choisir un panel de clients et fournisseurs représentatif.
- ☐ Tester les trois formats utiles et plusieurs cas d'erreur.
- ☐ Comparer les données transmises avec la facture visible.
- ☐ Vérifier la bonne génération des écritures comptables.
- ☐ Mesurer les rejets, corrections, délais et demandes au support.

9. Former et basculer

- ☐ Rédiger une procédure courte pour ventes, achats et comptabilité.
- ☐ Former les utilisateurs sur les statuts, rejets et corrections.
- ☐ Informer clients et fournisseurs du canal retenu.
- ☐ Prévoir un support renforcé pendant les premiers jours.
- ☐ Suivre chaque semaine les rejets, doublons et factures non routées.

Sources officielles

impots.gouv.fr, Facturation électronique et plateformes agréées ; impots.gouv.fr, Je passe à la facturation électronique ; impots.gouv.fr, Liste des plateformes agréées, mise à jour le 21 juillet 2026.

Cette checklist aide à préparer un projet. Elle ne remplace pas un conseil fiscal ou juridique adapté à vos opérations.